



## Déclaration CTREA 12 novembre 2019

Concernant le CTREA extraordinaire de ce jour, l'intersyndicale tient à souligner deux points essentiels :

- L'Administration s'était engagée à ce que l'autorité académique convoque ce CTREA dès la rentrée et en tout cas avant octobre.
- Les points qui auraient dû être abordés sont : la carte des enseignements de spécialité, les choix des établissements en matière de DGH et l'utilisation de la dotation complémentaire.

Ce CTREA extraordinaire ne s'est pas réuni, nous le déplorons.

Car si un CTREA exceptionnel est bien programmé ce jour, l'ordre du jour est la fusion des EPL de l'Oise.

Depuis l'annonce de ce projet de rapprochement devenu depuis fusion, cette ambition portée par quelques personnes n'a jamais été évoquée dans le PREA et encore moins dans les projets d'établissements concernés, c'est d'ailleurs aujourd'hui la première évocation en CTREA.

Malgré tout la démarche est lancée dans les établissements avec différents niveaux d'échanges et des décisions verticales dont une partie des personnels (sous autorité directe) ne peut s'affranchir.

Nous vous avons déjà fait part de nos remarques lors de nos rencontres précédentes tant sur la forme que sur le fond, d'ailleurs à ce jour de nombreux questionnements / craintes ne sont pas levés.

En cette période de rentrée ou de nombreux établissements des Hauts de France sont confrontés à des problèmes de personnels en grandes difficultés, ou les équipes doivent mettre en place les réformes pédagogiques et gérer de nombreux soucis de rentrée dont certains ne sont pas encore réglés. La démarche accapare le temps et l'énergie des équipes en cette période suffisamment complexe.

**Nous demandons le retrait de ce processus, insuffisamment partagé, de fusion.**

Nous définissons comme priorité l'amélioration des conditions de travail pour l'EAP, l'arrêt de la déréglementation dans les établissements, le retour du dialogue social à toutes les échelles et surtout des décisions rapides et efficaces afin qu'aucune personne de notre région ne souffre de son travail.

L'intersyndicale des Hauts de France (SNETAP-FSU, FO, CGT Agri, SUD Rural Territoires, UNSA)